



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-226/11

**Expedia Inc.
contre
Autorité de la concurrence e.a.**

[demande de décision préjudicielle, introduite par la Cour de cassation (France)]

«Concurrence — Article 101, paragraphe 1, TFUE — Entente — Caractère sensible d'une restriction — Règlement (CE) n° 1/2003 — Article 3, paragraphe 2 — Autorité nationale de la concurrence — Pratique susceptible d'affecter le commerce entre États membres — Poursuite et sanction — Non-dépassement des seuils de part de marché définis dans la communication 'de minimis' — Restrictions par objet»

Sommaire – Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 13 décembre 2012

1. *Ententes — Affectation du commerce entre États membres — Effet sensible — Critères d'appréciation*
(Art. 101, § 1, TFUE)
2. *Concurrence — Règles de l'Union — Communication de la Commission concernant les accords d'importance mineure ne restreignant pas sensiblement le jeu de la concurrence — Valeur contraignante à l'égard des États membres — Absence*
(Art. 101 TFUE; communication de la Commission 2001/C 368/07)
3. *Ententes — Atteinte à la concurrence — Critères d'appréciation — Objet anticoncurrentiel — Constatation suffisante — Distinction entre infractions par objet et par effet*
(Art. 101, § 1, TFUE)
4. *Ententes — Accords de minimis — Application des règles de l'Union par les autorités nationales de concurrence — Condition*
(Art. 101, § 1, TFUE; règlement du Conseil n° 1/2003, art. 3, § 2)

1. Voir le texte de la décision.

(cf. points 16-21)

2. Voir le texte de la décision.

(cf. points 24-31)

3. Voir le texte de la décision.

(cf. points 35, 36)

4. Les articles 101, paragraphe 1, TFUE et 3, paragraphe 2, du règlement n° 1/2003 doivent être interprétés en ce sens qu'ils ne s'opposent pas à ce qu'une autorité nationale de concurrence applique l'article 101, paragraphe 1, TFUE à un accord entre entreprises qui est susceptible d'affecter le commerce entre États membres, mais qui n'atteint pas les seuils fixés par la Commission européenne dans sa communication concernant les accords d'importance mineure qui ne restreignent pas sensiblement le jeu de la concurrence au sens de l'article 81, paragraphe 1, CE (de minimis), pourvu que cet accord constitue une restriction sensible de la concurrence au sens de cette disposition.

(cf. point 38 et disp.)